



# ÉDUCUER POUR ÉMANCIPER

« La tâche des instituteurs, ces obscurs soldats de la civilisation, est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter. » En cette période où l'on peut entendre réclamer davantage d'État contre le Capital, cette phrase de Louise Michel, enseignante et anarchiste, rappelle que le droit à l'éducation pour tou-te-s, longtemps réservé aux classes dominantes, ne s'est pas obtenu grâce à l'État, mais *contre* lui, par un rapport de force.

## LA CONFISCATION DE L'ÉCOLE PAR L'ÉTAT BOURGEOIS

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les écoles sont réservées aux classes dominantes et dominées par le clergé. Mais au sein du mouvement ouvrier, des écoles populaires autonomes essaient. Elles diffusent les idées socialistes révolutionnaires auprès des « jeunes » et des travailleurs. La bourgeoisie et l'État, bien conscients de la menace que constitue pour eux ce mouvement pédagogique populaire et anti-autoritaire après la Commune de Paris (1871), qu'ils avaient violemment réprimée, se résignent à l'instauration d'une école publique, laïque et *obligatoire*. Ce sera l'œuvre du sinistre Jules Ferry, bourreau des communards et apôtre de la colonisation : « **Il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes (...) inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.** » Avec la mainmise de la République bourgeoise sur l'éducation, l'école devient autoritaire et élitiste. Dévouée au bourrage de crâne patriotique et militariste, elle formate les « jeunes citoyens » à obéir aux patrons et aux militaires.

Aujourd'hui, nous voulons faire nôtre la phrase de Louise Michel, ou celle de Pelloutier, fondateur des bourses du travail où les ouvriers étaient formés à tout âge : « **instruire pour révolter** ». Nous luttons aussi bien contre la privatisation de l'école, que contre son contrôle par l'État. Nous sommes pour la socialisation des services publics, c'est-à-dire leur libre gestion par les gens eux-mêmes, travailleurs et usagers confondus. Le rôle de l'État n'est pas de protéger la société contre le Capital, mais au contraire d'assurer la pérennité de la classe dominante. Des formes organisées de services publics, répondant aux besoins réels, ont préexisté à l'État dans le mouvement ouvrier. Le peuple en lutte a su organiser ses écoles comme ses caisses de solidarité.

Et c'est par d'âpres luttes, radicales et déterminées (grèves dures notamment), et l'action directe des bases débordant les représentants politiques et syndicaux, que le mouvement social a toujours su arracher ses victoires, contre l'État et ses sbires, de droite comme de gauche. L'État n'est parvenu à confisquer le contrôle social de ces conquêtes ouvrières que par une longue histoire de répressions brutales et de trahisons politiques et syndicales.

## POUR UNE ÉCOLE LIBERTAIRE ET SOCIALE

Vouloir de meilleures conditions d'activité est légitime, mais croire que l'État républicain peut nous les apporter par des promenades pédestres et des jérémiades, ou encore par la négociation de représentants vivant de ses oboles, est donc parfaitement ridicule. Pour construire une lutte radicale et dépasser les revendications réformistes et stériles des centrales syndicales, il ne suffit pas de dénoncer la nature autoritaire de l'école actuelle : il nous faut aussi construire, dès à présent, notre propre éducation, notre propre émancipation. Nous former entre nous et par nous-mêmes, horizontalement et démocratiquement, au lieu de nous plier aux directives absurdes assénées par des chefaillons aussi ambitieux qu'incompétents. Nous former à tout âge, au lieu de faire mourir d'ennui notre « jeunesse » et condamner nos adultes au travail aliéné de toute une vie perdue à tenter de la gagner. Nous responsabiliser, au lieu d'accepter d'être surveillé-e-s, fiché-e-s et inspecté-e-s. Nous entraider, au lieu de nous concurrencer par des notations. Nous offrir une éducation mutuelle, diverse et polytechnique, au lieu de nous scléroser dans des filières spécialisées et hiérarchisées. Choisir d'apprendre ce qui nous est utile et souhaitable, au lieu de nous infliger des programmes ennuyeux et idéologiquement rétrogrades. Nous éduquer sur les expériences de luttes du passé et du présent, pour nous organiser efficacement contre la domination patronale, politicarde, patriarcale. Nous éduquer dans toutes les sphères de notre vie sociale, et non nous enfermer dans un espace carcéral. Créer partout nos propres fonctionnements, au lieu d'obéir passivement à des règlements et des « contrats » toujours imposés par la hiérarchie.

Pour cela, il nous faut désobéir ensemble, construire ensemble l'alternative pédagogique que nous voulons ! Élèves et enseignant-e-s en ont assez d'être les résigné-e-s d'une société de classes. C'est contre l'État et les curés que nous avons construit notre droit à l'éducation, c'est contre l'État et son école que nous devons nous émanciper !

**groupe Pavillon Noir – Fédération anarchiste (86)**  
**pavillon-noir@federation-anarchiste.org**  
**<http://pavillon.noir.over-blog.fr>**

